



Société anonyme au capital de 975 339 185 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIEME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2012

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 mars 2012
sous le numéro D.12-0125.

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 7 mai 2012
sous le numéro D.12-0125-A01

Deuxième actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 2 août 2012
sous le numéro D. 12-0125-A02



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 novembre 2012 sous le numéro D.12-0125-A03. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2012

1 - CHAPITRE 2 : STRATÉGIE DU GROUPE ET PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS.....	3
1.1 COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU DÉPÔT DE LA DEUXIÈME ACTUALISATION.....	3
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 29 août 2012 : Discussions engagées sur Geniki</i>	3
1.1.2 <i>Communiqué de presse du 30 août 2012 : Ouverture de discussions sur NSGB</i>	3
1.1.3 <i>Communiqué de presse du 3 octobre 2012 : Présentation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel des résultats définitifs du test de l'Autorité Bancaire Européenne sur les besoins en fonds propres de Société Générale</i>	3
1.1.4 <i>Communiqué de presse du 3 octobre 2012 : Négociations exclusives concernant Geniki</i>	3
1.1.5 <i>Communiqué de presse du 19 octobre 2012 : Société Générale annonce la vente de Geniki Bank à Piraeus Bank</i>	4
1.1.6 <i>Communiqué de presse du 23 octobre 2012 : Acquisition du contrôle de Salvepar par le groupe Tikehau</i>	5
1.1.7 <i>Communiqué de presse du 8 novembre 2012 : Résultats du 3^e trimestre 2012</i>	6
2 - CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	7
2.1 COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF AU 3 SEPTEMBRE 2012	7
3 - CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES.....	8
3.1 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	8
3.2 ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING	9
3.3 RISQUES JURIDIQUES (<i>ACTUALISATION DES PAGES 235 À 237 DU DDR 2012</i>)	9
3.4 RATIOS RÉGLEMENTAIRES	10
3.4.1 <i>Gestion des ratios prudentiels</i>	10
3.4.2 <i>Extrait de la présentation du 8 novembre 2012 : Résultats du troisième trimestre 2012 (et annexes)</i>	11
4 - CHAPITRE 10 : ÉLÉMENTS FINANCIERS :.....	13
4.1 RÉSULTATS DU 3 ^E TRIMESTRE 2012 (<i>COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 8 NOVEMBRE 2012</i>).....	13
5 - CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	37
5.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	37
5.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	37
5.3 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	38
6 - CHAPITRE 13 : TABLE DE CONCORDANCE.....	39
6.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	39
ANNEXE 1 : RÉSULTATS DÉFINITIFS DU TEST DE L'ABE SUR LES BESOINS EN FONDS PROPRES DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.....	41

1 - Chapitre 2 : Stratégie du Groupe et présentation des activités

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la deuxième actualisation

1.1.1 Communiqué de presse du 29 août 2012 : Discussions engagées sur Geniki

Société Générale confirme avoir engagé des discussions confidentielles concernant la vente potentielle de sa participation dans Geniki (99,1%) à Piraeus Bank. Bien que ces discussions soient à un stade avancé, aucune décision n'a encore été prise par l'une ou l'autre des parties et dès lors aucune décision d'investissement ne devrait être engagée sur l'issue de ces discussions.

Société Générale communiquera de plus amples informations sur la poursuite éventuelle de ces discussions le moment venu.

1.1.2 Communiqué de presse du 30 août 2012 : Ouverture de discussions sur NSGB

Société Générale annonce avoir reçu de Qatar National Bank (QNB) une expression d'intérêt pour l'acquisition potentielle de sa participation majoritaire (77,17%) dans sa filiale égyptienne, National Société Générale Bank (NSGB).

Conformément à la loi égyptienne, une demande a été déposée auprès de la Banque Centrale d'Egypte (the Central Bank of Egypt - CBE) pour autoriser l'ouverture d'une procédure de "due diligence" sur National Société Générale Bank (NSGB).

Cette discussion est préliminaire et sans certitude qu'un accord soit trouvé. En fonction de l'évolution du processus, d'autres informations seront communiquées ultérieurement.

1.1.3 Communiqué de presse du 3 octobre 2012 : Présentation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel des résultats définitifs du test de l'Autorité Bancaire Européenne sur les besoins en fonds propres de Société Générale

Voir Annexe 1, page 41

1.1.4 Communiqué de presse du 3 octobre 2012 : Négociations exclusives concernant Geniki

Société Générale et Piraeus Bank annoncent aujourd'hui être entrés en négociations exclusives concernant l'acquisition potentielle par Piraeus Bank de Geniki Bank, filiale à 99,1% de Société Générale.

1.1.5 Communiqué de presse du 19 octobre 2012 : Société Générale annonce la vente de Geniki Bank à Piraeus Bank

Société Générale annonce avoir signé aujourd'hui un accord définitif avec Piraeus Bank concernant la vente de la totalité de ses parts¹ (99,08%) détenues dans sa filiale grecque, Geniki Bank.

Cet accord résulte de la réussite des négociations entre Société Générale et Piraeus Bank, qui ont suivi l'annonce du 3 octobre 2012, et qui précisait que les deux parties étaient entrées en discussions exclusives. Cette transaction a été approuvée par le Conseil d'Administration du Fonds de Stabilité Financière Hellénique (FSFH).

Les éléments clés de la transaction sont les suivants :

- Un prix de cession de 1 M EUR ;
- Un investissement total par Société Générale de 444 M EUR, qui, à la clôture de la cession, sera soumis à des ajustements liés à la valeur nette des actifs de Geniki Bank en date du 30 septembre 2012. Ce montant est réparti en deux volets :
 - Une avance destinée à être capitalisée au bénéfice de Geniki Bank pour un montant total de 281M²EUR, comme demandé par la Banque de Grèce ;
 - La souscription par Société Générale d'une obligation³ émise par Piraeus Bank estimée à 163 M EUR.
- Aucun financement résiduel ne sera apporté à Geniki Bank par Société Générale après la clôture de la transaction ;
- Aucun transfert d'actifs de Geniki Bank vers Société Générale au titre de la transaction ;
- La transaction devrait avoir un impact sur le résultat net part du Groupe d'environ -100 M EUR au troisième trimestre 2012 et pas d'impact significatif sur les ratios prudentiels du Groupe.

L'opération devrait se conclure avant la fin de l'année, sous réserve en particulier de l'approbation des autorités requises.

« Cette décision illustre la stratégie du groupe Société Générale d'accélérer sa transformation en recentrant ses activités et en renforçant son bilan, avec une attention particulière portée sur la gestion des risques. Après avoir soutenu, en tant qu'actionnaire, Geniki Bank, particulièrement lors de la crise, le Groupe s'est efforcé de trouver une stratégie alternative et porteuse d'avenir pour la banque, dans le contexte de la consolidation du secteur bancaire grec. Nous sommes confiants que l'accord trouvé avec Piraeus Bank offre à Geniki Bank, à ses collaborateurs et à ses clients, une nouvelle étape stratégique et de développement en rejoignant l'un des plus grands groupes bancaires grecs », précise Bernardo Sanchez-Incera, Directeur général délégué du groupe Société Générale.

¹ Plus précisément, cet accord prévoit la vente de la totalité de ses 99,08% dans Geniki Bank, qui représente 100 % de sa participation, y compris les avances en capital.

² Ce montant sera sujet à des ajustements possibles suivant la revue qui sera faite avant la clôture de la transaction par le Fonds de Stabilité Financière Hellénique (FSFH).

³ Les caractéristiques principales de l'obligation, sont telles qu'à date ou avant le 31 juillet 2014, selon certaines conditions réalisées lors de la recapitalisation de Piraeus Bank, l'obligation donnera soit accès à des instruments en capital représentant 0,5% du nombre dilué d'actions de Piraeus Bank ; soit serait automatiquement transformée en obligation de capital tier 1 avec un mécanisme de dépréciation permanent.

1.1.6 Communiqué de presse du 23 octobre 2012 : Acquisition du contrôle de Salvepar par le groupe Tikehau

Le Groupe Tikehau et Société Générale annoncent la conclusion d'un accord définitif en vue de la prise de contrôle de Salvepar, société d'investissement française cotée sur le marché réglementé Euronext Paris de NYSE Euronext par Tikehau Participations & Investissements, société d'investissement dont l'objectif est d'investir en fonds propres dans des sociétés cotées et non-cotées, nouvellement créée par le Groupe Tikehau.

Salvepar est une société d'investissement dont la mission est de prendre des participations minoritaires - entre 5% et 20% - dans des sociétés cotées et non cotées, en privilégiant des sociétés en développement.

Aux termes de l'accord signé le 22 octobre, Tikehau Participations et Investissements acquerra à un prix de 86,24 euros par action, les 51,42% du capital et des droits de vote de Salvepar détenus par le groupe Société Générale.

La finalisation de l'opération devrait intervenir dans les prochains jours.

A l'issue de l'acquisition du bloc de contrôle, Tikehau Participations et Investissements déposera une offre publique d'achat simplifiée, conformément à la réglementation applicable, sur le solde des actions Salvepar au même prix par action. L'offre publique sera soumise à la conformité de l'Autorité des marchés financiers. Tikehau Participations et Investissements ne demandera pas la mise en oeuvre d'un retrait obligatoire à l'issue de l'offre publique.

Avec cette acquisition, le Groupe Tikehau affirme sa volonté de développer, avec Tikehau Participations et Investissements, son activité de capital développement et d'investissement en fonds propres, en parallèle de son activité de gestion pour compte de tiers sur les marchés du crédit développée depuis 2007 à travers Tikehau Investment Management.

Antoine Flamarion, Président du Groupe Tikehau a déclaré : « *L'acquisition de Salvepar est une étape importante dans le développement du Groupe. Nous renforçons ainsi notre présence dans le domaine de l'investissement en capital avec désormais plus de 1,4 milliard d'euros d'actifs. Le portefeuille de Salvepar est constitué de participations solides dont nous souhaitons accompagner le développement pour faire de Salvepar une société d'investissement performante et leader sur son marché.* »

Pour **Société Générale**, la cession de cette participation s'inscrit dans l'effort du groupe d'accélérer sa transformation en recentrant ses activités, notamment en cédant des actifs non stratégiques. L'impact de cette transaction sur les ratios prudentiels et les résultats du Groupe est non matériel. Société Générale souligne que l'acquisition par Tikehau de sa participation, à l'issue d'un processus concurrentiel, permettra à la société de poursuivre son développement sur le marché du capital développement et du capital investissement en France. Compte tenu de son expertise sur le marché des entreprises dans la banque de détail, Société Générale continuera d'être en relation avec Salvepar et Tikehau pour les besoins de ses clients.

A propos du Groupe Tikehau

Le Groupe Tikehau a été créé en 2004 pour investir et gérer, sans contrainte particulière de durée, des fonds institutionnels et privés dans différentes classes d'actifs (participations cotées et noncotées, crédit et immobilier). En 2007, le Groupe Tikehau a lancé Tikehau IM, société de gestion agréée par l'AMF spécialisée dans les produits de crédit et qui est devenue en quelques années leader sur son marché. Le Groupe Tikehau est détenu majoritairement par son management, aux côtés de partenaires institutionnels de premier rang tels que Crédit Mutuel Arkea et Unicredit.

Pour plus d'information : www.tikehaucapital.com.

A propos de Salvepar

Salvepar est une société d'investissement cotée à Paris au compartiment C, détenue majoritairement par la Société Générale. Salvepar mène une politique de prises de participations diversifiées et de moyen ou long terme.

1.1.7 Communiqué de presse du 8 novembre 2012 : Résultats du 3^e trimestre 2012

Voir Chapitre 10, page 13.

2 - Chapitre 5 : Gouvernement d'entreprise

2.1 Composition du Comité exécutif au 3 septembre 2012

Frédéric OUDEA

Président-Directeur général

Séverin CABANNES

Directeur général délégué

Jean-François SAMMARCELLI

Directeur général délégué

Bernardo SANCHEZ INCERA

Directeur général délégué

Bertrand BADRE

Directeur financier du Groupe

Caroline GUILLAUMIN

Directeur de la Communication du Groupe

Didier HAUGUEL

Directeur des Services Financiers Spécialisés et Assurances

Edouard-Malo HENRY

Directeur des Ressources Humaines du Groupe

Jean-Luc PARER

Directeur du Réseau de Banque de détail à l'International pour le Groupe

Françoise MERCADAL-DELASALLES

Directrice des Ressources et de l'Innovation du Groupe

Benoit OTTENWAELTER

Directeur des Risques du Groupe

Jacques RIPOLL

Directeur de la Gestion d'Actifs et des Services aux Investisseurs

Patrick SUET

Secrétaire général et Responsable de la Conformité du Groupe

Didier VALET

Directeur de la Banque de Financement et d'Investissement

3 - Chapitre 9 : Gestion des risques

3.1 Couverture des encours douteux

ENCOURS DOUTEUX* (YC ETABLISSEMENTS DE CREDIT)

	31/03/2012	30/06/2012	30/09/2012**
Créances brutes en Md EUR	430,8	434,9	426,4
<i>Créances douteuses en Md EUR</i>	<i>25,6</i>	<i>26,3</i>	<i>25,0</i>
<i>Sûretés relatives aux encours dépréciés en Md EUR</i>	<i>5,4</i>	<i>6,1</i>	<i>6,3</i>
Engagements provisionnables en Md EUR	20,2	20,3	18,7
<i>Engagements provisionnables / Créances brutes</i>	<i>4,7%</i>	<i>4,7%</i>	<i>4,4%</i>
Provisions spécifiques en Md EUR	14,1	14,3	13,3
<i>Provisions spécifiques / Engagements provisionnables</i>	<i>70%</i>	<i>71%</i>	<i>71%</i>
Provisions base portefeuille en Md EUR	1,2	1,3	1,3
<i>Provisions globales / Engagements provisionnables</i>	<i>76%</i>	<i>77%</i>	<i>78%</i>

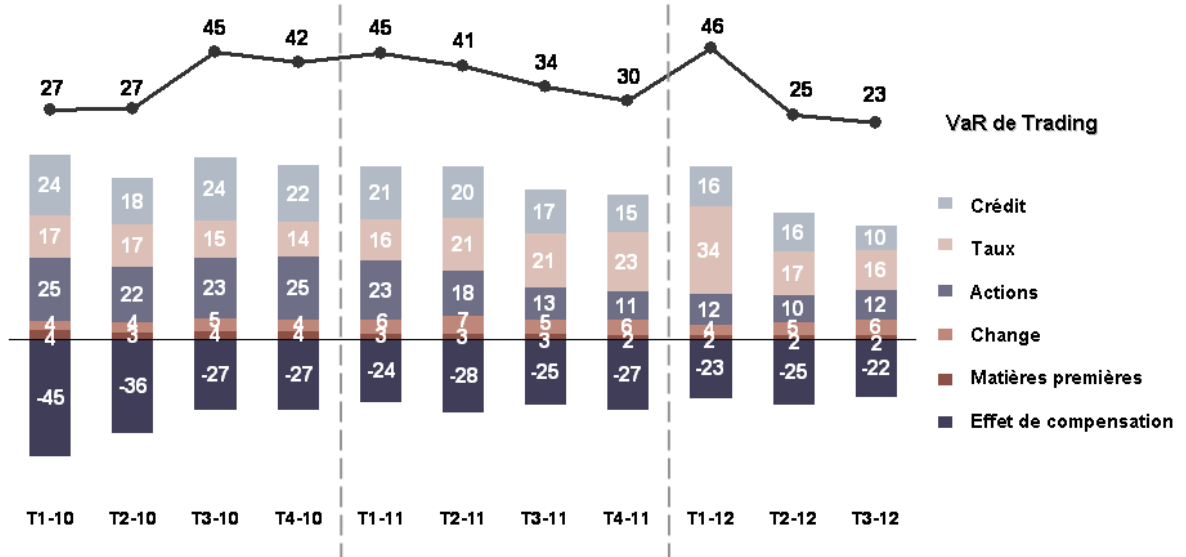
* Hors actifs gérés en extinction

** Hors Geniki et TCW

3.2 Evolution de la VaR de trading

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros

Moyenne trimestrielle de la VaR de Trading, à 1 jour, 99% (En M EUR)



* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables. Il a été procédé au T3-12 à une réaffectation de certains produits Taux et Change dans la décomposition par facteur de risque de la VaR, avec retraitement des données historiques. Cette réaffectation n'est pas un changement de modèle de VaR, et n'a pas d'incidence sur le niveau de VaR global.

Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traitées prudemment en banking book.

3.3 Risques juridiques (actualisation des pages 235 à 237 du DDR 2012)

- Société Générale et d'autres institutions financières ont reçu des demandes d'information de la part d'autorités en Europe, aux Etats-Unis et en Asie dans le cadre d'enquêtes portant, d'une part, sur des soumissions présentées à la British Bankers Association en vue de la détermination de certains taux LIBOR (London Interbank Offered Rates) ainsi que les soumissions présentées à la Fédération bancaire européenne en vue de la détermination du taux EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) et portant, d'autre part, sur des opérations de dérivés indexés sur différents taux BOR. Société Générale coopère pleinement avec ces autorités.

Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont également été assignées aux Etats-Unis dans le cadre de deux actions de groupe (*class action*). Il leur est reproché d'avoir notamment enfreint le droit de la concurrence et le *Commodity Exchange Act* américains à l'occasion de la fixation du taux USD LIBOR d'une part et, d'autre part, d'opérations de dérivés indexés sur ce taux. Ces actions ont fait l'objet d'une consolidation devant un juge unique de la District Court de Manhattan. A cette

occasion, Société Générale n'a plus été citée comme défenderesse aux termes de la plainte consolidée déposée par les demandeurs.

Par ailleurs, Société Générale, ainsi que d'autres institutions financières, ont également été assignées devant la *US District Court* de Manhattan dans le cadre de deux nouvelles actions de groupe. Les demandeurs à la première action de groupe allèguent que les banques auraient notamment violé le droit de la concurrence et le *Commodity Exchange Act* américains. Les demandeurs, qui ont souscrit ou cédé des produits dérivés indexés sur l'Euroyen sur le Chicago Mercantile Exchange, soutiennent que la valeur desdits produits aurait souffert de manipulation des taux Yen Libor et Euroyen Tibor. Dans le cadre de la seconde action de groupe, il est allégué que les défenderesses auraient violé le droit de la concurrence de certains Etats en manipulant le taux USD Libor. Cette action a été intentée par des personnes ayant souscrit des *preferred equity securities* générant des dividendes dont le montant était calculé au moyen d'un taux lié au USD Libor.

- En 1990, dans le cadre d'une opération de refinancement, des banques australiennes et européennes dont une filiale de Société Générale (Société Générale Australia Limited) ont obtenu de certaines sociétés du groupe Bell, des garanties couvrant des crédits consentis à des sociétés de ce groupe. Ces sûretés ont été réalisées lors de la mise en faillite du groupe. Le liquidateur a demandé la restitution des montants perçus du fait de la réalisation des sûretés et formulé également d'autres demandes à l'encontre des banques. En octobre 2008, le tribunal australien a condamné les banques à verser les sommes demandées par le liquidateur en principal ainsi que les intérêts capitalisés. Au mois de décembre 2009 Société Générale Australia Limited a exécuté la condamnation et déposé, à cet effet, environ 192,9 MAUD en principal et en intérêts sur un compte séquestre dans l'attente du résultat de l'appel qui a été formé. La Cour d'appel a rendu une décision le 17 août 2012 confirmant le premier jugement en partie, tout en augmentant le taux d'intérêt auquel les banques avaient été condamnées en première instance. Le 14 septembre 2012, les banques ont déposé une requête aux fins de se voir autoriser à former un pourvoi en cassation devant la Cour suprême australienne.

- Le 24 octobre 2012, la Cour d'appel de Paris a confirmé la décision rendue le 5 octobre 2010 par le tribunal correctionnel de Paris déclarant J Kerviel coupable d'abus de confiance, d'introduction frauduleuse de données dans un système informatique, de faux et d'usage de faux et le condamnant à 5 ans d'emprisonnement dont deux avec sursis ainsi qu'au versement de 4,9 Md EUR à titre de dommages-intérêts à Société Générale.

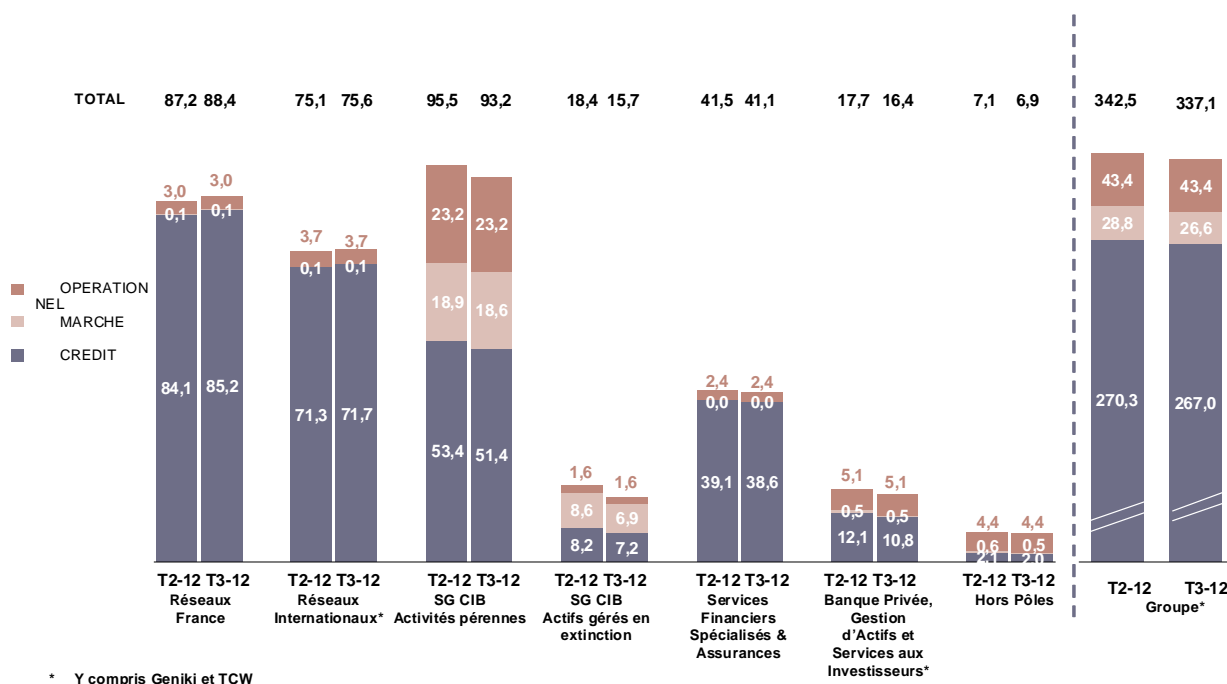
3.4 Ratios réglementaires

3.4.1 Gestion des ratios prudentiels

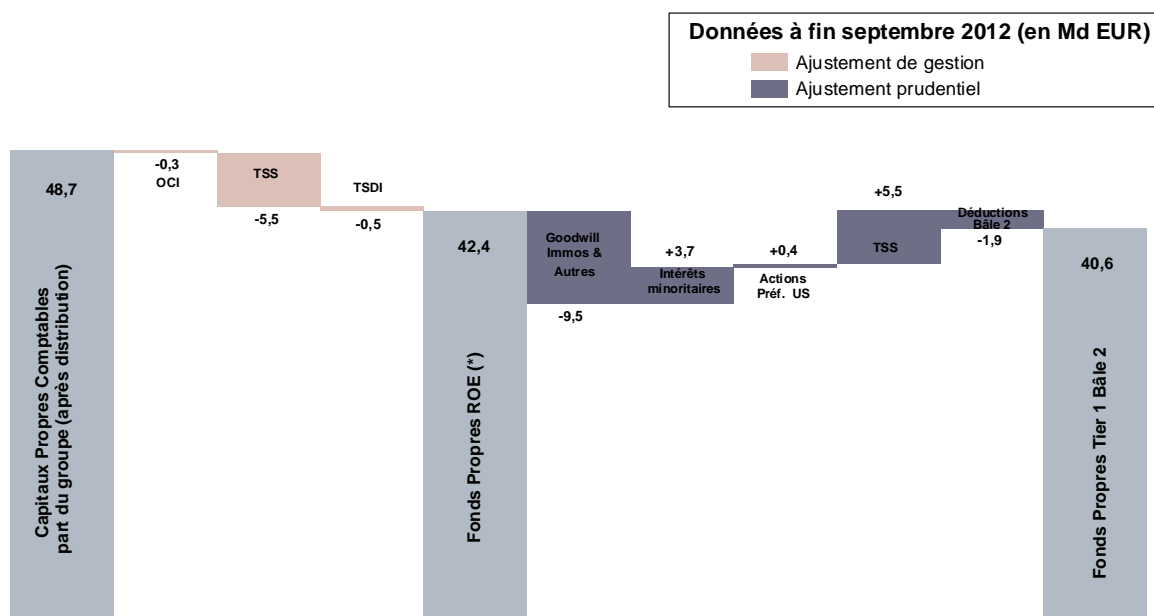
Au cours du troisième trimestre 2012, Société Générale n'a procédé à aucune nouvelle émission subordonnée dans le cadre de la gestion de ses ratios prudentiels.

3.4.2 Extrait de la présentation du 8 novembre 2012 : Résultats du troisième trimestre 2012 (et annexes)

ENCOURS PONDERES DES RISQUES BALE 2.5 (CRD3) (En Md EUR)



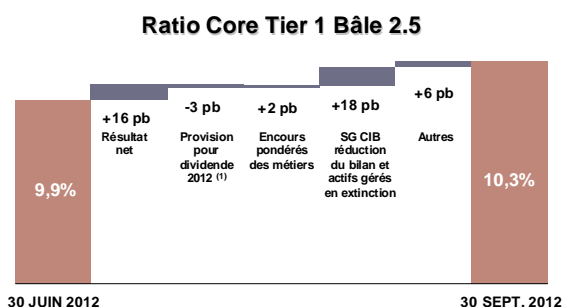
CALCUL DES FONDS PROPRES ROE ET TIER 1



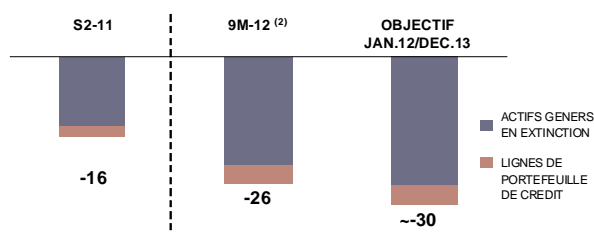
* Donnée fin de période; le ROE est calculé à partir de la moyenne des fonds propres fin de période

NOUVELLE AVANCEE SIGNIFICATIVE VERS LES OBJECTIFS DE CAPITAL BÂLE 3

- Ratio Core Tier 1 Bâle 2.5 en hausse de +39 pb au T3-12 à 10,3%
 - Contribution solide des résultats à la génération de capital
 - Réduction continue de la consommation de capital des actifs gérés en extinction
 - Encours pondérés Bâle 2.5 à 337 Md EUR (-1,6% /fin juin 2012), contrôle strict des RWA des métiers
- Impact positif sur la solvabilité de la baisse du bilan de SG CIB
 - Baisse cumulée en équivalent d'encours pondérés Bâle 3 au cours des 9M-12 : -26 Md EUR
 - Diminutions complémentaires des encours pondérés Bâle 3 attendues à la suite de nouvelles cessions d'actifs gérés en extinction



Impact de la réduction du bilan de SG CIB (En encours pondérés Bâle 3, en Md EUR)



(1) Hypothèse de taux de distribution de 25% du résultat net part du Groupe
 (2) Lettre d'intention signée ou transaction exécutée au 30 sept. 2012

Impact sur le ratio CT1 B3	~ 60 pb	70 pb
----------------------------	---------	-------

4 - Chapitre 10 : Eléments financiers :

4.1 Résultats du 3e trimestre 2012 (Communiqué de presse du 8 novembre 2012)

Paris, le 8 novembre 2012

TROISIEME TRIMESTRE 2012 : NOUVELLE ETAPE DE LA TRANSFORMATION DU GROUPE RATIO CORE TIER 1⁽¹⁾ A 10,3%

- **Annnonce de la cession de Geniki et de TCW**
- **Achèvement du programme de réduction du portefeuille de crédits de SG CIB**
- **Actifs gérés en extinction « non-investment grade » réduits à 3,2 Md EUR**

BONNE PERFORMANCE DES METIERS : RESULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT 856 M EUR⁽²⁾

- **PNB⁽²⁾ : 6,2 Md EUR, +8,7% par rapport au T3-11**
Reprise de l'activité de la Banque de Financement et d'Investissement, revenus des métiers de banque de détail stables
- **Poursuite de la baisse des frais de gestion : -2,8%* par rapport au T3-11**
- **Coût du risque maîtrisé : charge nette du risque à -897 M EUR, -4 bp⁽³⁾ /T2-12**
- **Résultat net part du Groupe comptable de 85 M EUR, intégrant notamment l'impact des cessions d'actifs et de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre**

NEUF MOIS 2012 : RESULTATS DES METIERS SOLIDES, TRANSFORMATION DU GROUPE ET AMELIORATION DES RATIOS REGLEMENTAIRES

- **PNB⁽²⁾ stable : 19,0 Md EUR, -0,4% /9M-11**
- **Baisse des frais de gestion de -3,4%* par rapport aux 9M-11**
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent⁽²⁾ de 2 823 M EUR**
Résultat net part du Groupe comptable de 1 250 M EUR
- **BNPA⁽⁴⁾ : 1,39 EUR**

(1) Déterminé selon les normes ABE Bâle 2.5 (normes Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD3)

(2) Hors éléments non économiques ou non récurrents et actifs gérés en extinction. Eléments non économiques : réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et des couvertures des portefeuilles de crédit du Groupe. Eléments non récurrents : dépréciation d'écarts d'acquisition, gains ou pertes en capital sur actifs destinés à être cédés, incidence en résultat des rachats de dette, des opérations de réduction du bilan. Impact en RNPG des éléments non économiques : -396 M EUR au T3-12 ; non récurrents : -293 M EUR au T3-12 ; actifs gérés en extinction -82 M EUR au T3-12

(3) Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction et souverain grec, sur actifs début de période

(4) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI (respectivement 200 et 11 millions d'euros). A fin septembre 2012, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS s'élève à 2 millions d'euros.

* A périmètre et taux de change constants

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 7 novembre 2012, a examiné les comptes du Groupe pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'année 2012. Le résultat net part du Groupe du trimestre est de 85 millions d'euros et le produit net bancaire total de 5 397 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'établit à +1 250 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année, avec un produit net bancaire de 17 980 millions d'euros.

La stratégie de transformation engagée depuis 2010 se poursuit, en particulier les efforts de **réduction du profil de risque** et **d'optimisation du portefeuille d'actifs** du Groupe. Le programme de cessions de crédits de la Banque de Financement et d'Investissement a atteint ses objectifs et est achevé, avec 16 milliards d'euros d'actifs cédés depuis juin 2011. Les cessions et amortissements⁽¹⁾ ont permis de réduire le portefeuille d'actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement d'un tiers depuis fin juin 2012 et de près des deux tiers depuis fin juin 2011. En particulier, les encours du portefeuille d'actifs gérés en extinction « non-investment grade » ont été ramenés à 3,2 milliards d'euros au 17 octobre 2012. Parallèlement, le Groupe a annoncé la signature d'accords en vue de la cession de certaines filiales et participations, dont celle de sa filiale de banque de détail en Grèce, Geniki, et de sa filiale de gestion d'actifs aux Etats-Unis, TCW. Les encours pondérés du Groupe s'inscrivent en baisse de -5,4 milliards d'euros ce trimestre (-12,2 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année), reflétant cette stratégie d'optimisation, et la mise sous contrainte de ressources des métiers.

Grâce à cette stratégie et à la bonne performance des métiers, le **ratio Core Tier 1 du Groupe atteint 10,3% selon les règles « Bâle 2.5 »** à fin septembre 2012, en progression de +39 points de base en un trimestre et de +125 points de base au cours des neuf premiers mois de l'année.

Dans une économie française tournant au ralenti, les **Réseaux France** présentent des résultats solides, s'appuyant sur une stricte maîtrise de leurs frais de gestion et du coût du risque. Les **Réseaux Internationaux** confirment la résilience de leur modèle diversifié. Tandis que les pays d'Europe centrale et orientale connaissent une croissance faible, les premiers effets de la transformation du Groupe se font sentir en Russie et l'activité dans le Bassin méditerranéen et en Afrique sub-saharienne continue sa croissance. Les résultats du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** sont toujours satisfaisants, soutenus par la forte progression des métiers d'Assurance et l'amélioration de la rentabilité des métiers des Services Financiers Spécialisés. La **Banque de Financement et d'Investissement** affiche globalement une bonne performance, bénéficiant d'un environnement de marché moins adverse aux risques après les décisions de la BCE. Enfin, les activités de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** subissent un environnement peu porteur, mais poursuivent avec succès leurs initiatives de réduction de coûts.

Les efforts de réduction des coûts engagés par le Groupe se traduisent dans la baisse significative des **frais de gestion**, en net retrait de -2,8%* par rapport au T3-11 et de -3,4%* sur les neuf premiers mois de l'année 2012.

Le **coût du risque commercial**, mesuré en points de base⁽²⁾ est maîtrisé, à 71 points de base au troisième trimestre, contre 75 points de base au deuxième trimestre 2012.

Les résultats du trimestre en cours intègrent des éléments non économiques, l'impact de la transformation du Groupe (opérations de cessions d'actifs et de réduction du portefeuille de crédits de SG CIB) et du portefeuille d'actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement, réduisant respectivement le résultat net part du Groupe de :

- -396 millions d'euros en ce qui concerne les **éléments non-économiques** (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et réévaluation des couvertures des portefeuilles de crédit du Groupe) ;
- -235 millions d'euros correspondant aux gains et pertes nets sur les **cessions de filiales et participations** du Groupe, dont -130 millions d'euros pour Geniki et -92 millions d'euros pour TCW ;
- -58 millions d'euros liés aux **cessions de crédits** de la Banque de Financement et d'Investissement ;

⁽¹⁾ Au 17 octobre 2012

⁽²⁾ Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction et souverain grec, sur actifs début de période

- -82 millions d'euros au titre du portefeuille d'actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement ;

Retraité de ces incidences, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à +856 millions d'euros ce trimestre et à +2 823 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année, reflétant les bonnes performances des métiers, dans un contexte de maîtrise des frais de gestion et du coût du risque.

Commentant les résultats du Groupe sur le trimestre, Frédéric Oudéa – Président-Directeur général – a déclaré :

« Dans un contexte économique durablement perturbé, le Groupe Société Générale a franchi une nouvelle étape dans son processus de transformation, marquée en particulier par la réussite du plan d'adaptation de la Banque de Financement et d'Investissement et l'engagement du programme de cession d'activités. Avec un résultat net part du Groupe sous-jacent de 856 millions d'euros au troisième trimestre, les métiers du Groupe prouvent une fois de plus leur résilience et leur capacité à générer du capital. La qualité de nos portefeuilles et l'attention portée au pilotage de nos risques nous permettent de limiter le coût du risque dans un contexte économique tendu. Nous restons mobilisés au service de nos clients, et confiants dans notre capacité à faire face aux défis posés par un environnement économique dégradé en zone euro et par les nouvelles exigences réglementaires. La solidité de nos métiers associée à nos efforts de réduction de notre profil de risque et de maîtrise des coûts nous permet de confirmer notre capacité à atteindre notre objectif de ratio Core Tier 1 en capital réglementaire Bâle 3, compris entre 9 et 9,5% à fin 2013. »

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

M EUR	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Produit net bancaire	6 504	5 397	-17,0%	19 626	17 980	-8,4%
<i>A données constantes*</i>			-18,3%			-9,3%
Frais de gestion	(4 018)	(3 981)	-0,9%	(12 635)	(12 300)	-2,7%
<i>A données constantes*</i>			-2,8%			-3,4%
Résultat brut d'exploitation	2 486	1 416	-43,0%	6 991	5 680	-18,8%
<i>A données constantes*</i>			-43,6%			-19,9%
Coût net du risque	(1 192)	(897)	-24,7%	(3 255)	(2 621)	-19,5%
Résultat d'exploitation	1 294	519	-59,9%	3 736	3 059	-18,1%
<i>A données constantes*</i>			-60,9%			-20,6%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(200)	0	+100,0%	(200)	(450)	n/s
Résultat net part du Groupe	622	85	-86,3%	2 285	1 250	-45,3%
				9M-11	9M-12	
ROTE Groupe (après impôt)				8,9%	4,0%	

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe s'établit à 5 397 millions d'euros au T3-12, et à 17 980 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année.

Hors éléments non-économiques ou non-récurrents et actifs gérés en extinction, les revenus sous-jacents s'inscrivent à 6 180 millions d'euros, en hausse de +8,7% par rapport au T3-11. Sur les neuf premiers mois de l'année, les revenus sous-jacents atteignent 19 006 millions d'euros, stables (-0,4%) par rapport à l'année précédente.

- Les **Réseaux France** enregistrent au T3-12 des revenus de 2 010 millions d'euros, en léger retrait par rapport au T3-11 (-0,5% hors PEL/CEL). Sur les 9M-12, les revenus des Réseaux France atteignent 6 093 millions d'euros (stables hors PEL/CEL par rapport aux 9M-11), dans un contexte économique en fort ralentissement ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux** est en hausse de +1,6%* par rapport au T3-11, à 1 250 millions d'euros et de +1,3%* sur les 9M-12 par rapport aux 9M-11. Les fortes progressions observées dans le Bassin méditerranéen, en Afrique et en Russie compensent les conséquences sur l'activité de la crise économique en Roumanie ;
- Les activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** sont en nette reprise, avec des revenus à 1 733 millions d'euros au T3-12 par rapport à un T3-11 marqué par la crise de la zone euro (+32,6%* et +44,4% hors coût de cession des crédits), portés par un bon trimestre sur les activités de taux.

Ce trimestre, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement intègrent des coûts de cession de crédits pour -84 millions d'euros, ce qui porte à -469 millions d'euros l'impact de ces coûts sur le produit net bancaire des neuf premiers mois de l'année. Le produit net bancaire sur cette période, à 4 992 millions d'euros, est en baisse de -7,7%* par rapport aux 9M-11. Retraités des coûts de cession des crédits, les revenus sont en progression de +3,3% par rapport aux 9M-11.

La contribution des actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est négative de -94 millions d'euros au T3-12 et de -263 millions d'euros sur neuf mois, contre -37 millions d'euros au T3-11 et +48 millions d'euros sur la période 9M-11.

Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent à 1 639 millions d'euros au T3-12 et à 4 729 millions d'euros aux 9M-12.

- Les revenus du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** s'élèvent à 869 millions d'euros au T3-12 (+1,8%* par rapport au T3-11), portés par le dynamisme de l'activité Assurances (+11,3%* à 168 millions d'euros au T3-12). L'activité des Services Financiers Spécialisés maintient ses revenus à 701 millions d'euros, (-0,3%* par rapport au T3-11), en poursuivant une politique d'octroi sélective de crédit et en préservant les marges à la production. Dans la lignée des revenus du trimestre, les revenus du pôle pour les 9M-12 sont stables (+0,2%*), la forte progression des revenus des métiers d'Assurances (+11,2%*) compensant la légère diminution des revenus des activités des Services Financiers Spécialisés (-2,2%*).
- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** s'inscrit en baisse limitée (-6,5%*) au troisième trimestre 2012 par rapport au T3-11, à 521 millions d'euros, sous l'effet de la baisse des revenus de courtage dans des marchés atones. Les revenus du pôle pour les 9M-12 sont de 1 607 millions d'euros (-6,3%* par rapport aux 9M-11).

L'incidence comptable sur le produit net bancaire de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre est de -594 millions d'euros au T3-12, contre +822 millions d'euros au T3-11. Parallèlement, la valorisation des couvertures du portefeuille de crédit de la banque induit en T3-12 une baisse de -11 millions d'euros du produit net bancaire (+43 millions d'euros en T3-11).

Frais de gestion

Les frais de gestion, à -3 981 millions d'euros au T3-12, sont en baisse de -2,8%* par rapport au T3-11. Les frais de gestion sur les neuf premiers mois de l'année atteignent -12 300 millions d'euros, en baisse significative de -3,4%* par rapport aux 9M-11.

La réduction des coûts au T3-12 est particulièrement sensible dans les métiers de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs (-7,4%* par rapport au T3-11), dans la Banque de Financement et d'Investissement (-1,9%*), et dans les Réseaux France (-1,3%*). Les frais de gestion sont stables* dans les Réseaux Internationaux (-0,1%*) et dans le pôle Services Financiers Spécialisés et Assurances.

Le coefficient d'exploitation, retraité des actifs gérés en extinction, des éléments non-économiques et non-récurrents est en nette amélioration (-6,2 points) par rapport au T3-11, à 64,2%, et s'établit à 64,5% pour les 9M-12, contre 66,0% pour la même période en 2011.

Résultat d'exploitation

Au T3-12, le résultat brut d'exploitation du Groupe ressort à 1 416 millions d'euros, en forte baisse par rapport au T3-11 en raison de l'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (-43,6%*) et à 5 680 millions d'euros pour les 9M-12 (-19,9%*).

La **charge nette du risque** du Groupe pour le trimestre est de -897 millions d'euros, dont -83 millions d'euros correspondant à un litige ancien sur un dossier australien de la Banque de Financement et d'Investissement, contre -1 192 millions d'euros au T3-11, qui intégrait une dotation de -333 millions d'euros destinée à couvrir le risque souverain grec.

Le coût du risque commercial du Groupe s'établit à 71⁽¹⁾ points de base pour le trimestre contre 75⁽¹⁾ points de base au T2-12.

- Le coût du risque des **Réseaux France** est stable à 46 points de base (45 points de base au T2-12) dans un environnement économique qui se dégrade.
- A 160 points de base (contre 211 points de base au T2-12 qui était marqué par une augmentation ponctuelle en Russie), le coût du risque des **Réseaux internationaux** est globalement en baisse, notamment en Russie. Le coût du risque en Roumanie reste élevé.
- Le coût du risque des activités pérennes de **la Banque de Financement et d'Investissement** est en hausse à 43 points de base au T3-12 (contre 21 au T2-12) mais demeure à un niveau bas. Sur le trimestre, le coût du risque des actifs gérés en extinction s'établit à -14 millions d'euros (contre -38 millions d'euros au T2-12).
- Au T3-12, le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** diminue à 123 points de base (contre 128 points de base au T2-12) notamment pour les métiers de crédit à la consommation.

En parallèle, le taux de couverture des engagements provisionnables du Groupe atteint 78% au T3-12 (77% au T2-12).

Sur les 9M-12 le coût net du risque atteint -2 621 millions d'euros contre -3 255 millions d'euros aux 9M-11, la baisse s'analysant principalement par un effet de base lié aux dotations constatées au titre du risque souverain grec en 2011.

Au total, le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 519 millions d'euros au T3-12 (1 294 millions d'euros au T3-11). Sur les 9M-12, le résultat d'exploitation est de 3 059 millions d'euros, contre 3 736 en 2011. Ces variations défavorables sont imputables principalement à l'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (avec un effet positif sur le produit net bancaire en 2011 et négatif en 2012).

Résultat net

Après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 24,1% à fin septembre 2012 contre 29,9% à fin septembre 2011) et des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'élève à 85 millions d'euros au troisième trimestre 2012 (622 millions d'euros au T3-11).

Le portefeuille d'actifs gérés en extinction pèse sur ce résultat pour -82 millions d'euros. L'incidence des éléments non-économiques⁽²⁾ (-396 millions d'euros) et non-récurrents (-293 millions d'euros⁽³⁾) et de ce portefeuille réduit le résultat net part du Groupe de -771 millions d'euros au troisième trimestre.

Retraité de ces éléments, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à +856 millions d'euros ce trimestre et atteint +2 823 millions d'euros pour les 9M-12, à rapprocher respectivement de +614 millions d'euros au T3-11 et +2 895 millions d'euros pour les 9M-11.

Le ROE du Groupe après impôt est de 0,1% au T3-12 et de 3,3% pour les 9M-12, pour un ROTE de 4,0% sur 9M-12.

Le ROE sous-jacent du Groupe atteint 7,4% au troisième trimestre et 8,3% pour les neuf premiers mois de l'année ; le ROTE sous-jacent ressort à 10,0% sur les neuf premiers mois de l'année.

Le bénéfice net par action pour les neuf premiers mois de l'année 2012 est de 1,39 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Calcul annualisé, sur encours début de période, hors litiges, hors actifs gérés en extinction et hors dépréciation de la dette souveraine grecque

⁽²⁾ Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre pour -389 millions d'euros et résultat comptable des opérations de couverture du portefeuille de crédit du Groupe pour -7 millions d'euros

⁽³⁾ Soit : coût des cessions des actifs de la Banque de Financement et d'Investissement (-58 millions d'euros), dépréciation d'écarts d'acquisition et gains ou pertes nets sur actifs destinés à être cédés (-235 millions d'euros, dont TCW pour -92 millions d'euros et Geniki pour -130 millions d'euros)

⁽⁴⁾ Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI à fin septembre 2012 sont respectivement de 200 et 11 millions d'euros. A fin septembre 2012, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS s'élève à 2 millions d'euros.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 septembre 2012, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 49,1 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 48,00 euros (soit un actif net par action de 57,39 euros dont 0,47 euros de plus-values latentes). Au troisième trimestre 2012, le Groupe a acquis 4,1 millions de titres Société Générale dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août 2011. Sur cette période, Société Générale a également procédé à la cession de 6,2 millions de titres au titre du même contrat de liquidité. Pour les neuf premiers mois 2012, le Groupe a acquis 24,6 millions de titres Société Générale et procédé à la cession de 25,1 millions de titres au titre de ce contrat.

Au total, Société Générale détient, à fin septembre 2012, 3,46% de son capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 27 millions d'actions, dont 9 millions d'actions d'autocontrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 3,1 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options d'achat attribuées à ses salariés.

Le **bilan financé** du Groupe après compensation de l'assurance, des dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation, s'élève à 688 milliards d'euros au 30 septembre 2012, en hausse de +52 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011.

Cette progression provient à l'actif, de la hausse des dépôts à vue en banques centrales (+35 milliards d'euros) et auprès des établissements de crédit, pour environ +12 milliards d'euros, la reprise de l'activité en Banque de Financement et d'Investissement induisant une progression des encours des portefeuilles de négoce avec la clientèle de +22 milliards d'euros.

Au passif, les dépôts clientèle sont en hausse de +11 milliards, (+3,3% par rapport à la fin 2011, à 347 milliards d'euros). Le refinancement du Groupe progresse respectivement de +14 milliards pour le long terme et de +23 milliards d'euros pour les émissions à court terme. Les émissions de dette à moyen et long terme de l'année atteignent 20 milliards d'euros au 29 octobre 2012, le Groupe ayant achevé au cours de l'été son programme de refinancement de l'année, compris entre 10 et 15 milliards d'euros pour 2012. La maturité moyenne des dettes émises depuis le 1^{er} janvier 2012 est de 6,6 ans. Le Groupe a l'intention de continuer à émettre en 2012, selon les opportunités de marché. Le renforcement de la structure du bilan du Groupe se poursuit, l'excédent de ressources stables sur emplois long terme augmentant de +22 milliards d'euros à fin 2011 à +67 milliards d'euros fin septembre 2012. La hausse du refinancement court terme, particulièrement marquée sur ce trimestre, témoigne de l'abondance de liquidité dans le système et de la confiance dans le nom Société Générale. La maturité moyenne du refinancement court terme du Groupe s'est significativement allongée au cours du T3-12. Les actifs liquides disponibles⁽²⁾ s'élèvent à 100% des dettes à court terme du Groupe ; ce ratio était de 73% au 31 décembre 2011.

Dans le même temps, les fonds propres (53 milliards d'euros) se renforcent de +2 milliards d'euros aux 9M-12, soit +4% par rapport à fin 2011.

Le **ratio crédits sur dépôts**, à 113% s'améliore de 1 point par rapport à fin juin 2012 et de 8 points par rapport à fin 2011.

Les **encours pondérés** du Groupe sont en baisse par rapport au trimestre précédent, et plus globalement sur les neuf mois, à 337,1 milliards d'euros (349,3 milliards à fin 2011, soit -3,5% aux 9M-12, et -1,6% sur le trimestre).

L'évolution des **encours pondérés hors actifs gérés en extinction** (-7,5 milliards d'euros sur les 9M-12) reflète la transformation engagée dans le Groupe, avec notamment une baisse de -9,0% sur 9M-12 des encours des activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement (baisse parallèle sur les métiers de Financement et Conseil et les activités de marché, en raison d'un appétit au risque toujours modéré dans l'activité de Global Markets). La baisse est de -2,4 milliards d'euros au T3-12, dont -1,6 milliard pour les activités de Financement et Conseil (-3,8% sur le trimestre). La mise sous contrainte de ressources des métiers des Services Financiers Spécialisés se traduit par une baisse globale de leurs encours pondérés de -2,8% depuis le début de l'année, tandis que les encours des Réseaux France et les Réseaux Internationaux progressent légèrement sur la même

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment (i) 5,3 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,5 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des plus-values latentes nettes pour 0,4 milliard d'euros.

⁽²⁾ Dépôts en banques centrales et actifs éligibles en banques centrales

période (+2,0%) reflétant le maintien de l'action de financement du Groupe, malgré un environnement économique difficile.

Conformément à la stratégie poursuivie depuis plusieurs trimestres, les encours pondérés du portefeuille **d'actifs gérés en extinction** de la Banque de Financement et d'Investissement continuent à se réduire de façon significative (-22,8% sur les neuf premiers mois de l'année, soit -4,6 milliards d'euros, dont -2,7 milliards d'euros au T3-12).

Le ratio Tier 1 du Groupe s'établit au 30 septembre 2012 à 12,0% (10,7% à fin 2011), tandis que le ratio **Core Tier 1**, qui s'élevait à 9,0% au 31 décembre 2011 dans le référentiel dit « Bâle 2.5 » déterminé selon les règles de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), atteint 10,3% à fin septembre 2012, soit une progression de +39 points de base ce trimestre et de +125 points de base depuis le début de l'année. Cette progression est principalement due à la génération de résultat sur les 9M-12 (+52 points de base, nette de la provision pour dividendes) et aux actions entreprises pour optimiser le portefeuille d'actifs gérés en extinction et céder des lignes du portefeuille de crédit de la Banque de Financement et d'Investissement (+43 points de base), tandis que la mise sous contrainte de ressources des métiers réduit leur consommation de capital et contribue pour +16 points de base à la croissance du ratio à fin septembre 2012.

Le Groupe est noté A2 par Moody's, A par S&P, et A+ par Fitch.

3. RÉSEAUX FRANCE

M EUR	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Produit net bancaire	2 035	2 010	-1,2% -0,5%(a)	6 111	6 093	-0,3% 0,0%(a)
Frais de gestion	(1 273)	(1 258)	-1,2%	(3 890)	(3 882)	-0,2%
Résultat brut d'exploitation	762	752	-1,3% +0,7%(a)	2 221	2 211	-0,5% +0,5%(a)
Coût net du risque	(169)	(216)	+27,8%	(508)	(631)	+24,2%
Résultat d'exploitation	593	536	-9,6%	1 713	1 580	-7,8%
Résultat net part du Groupe	390	351	-10,0%	1 126	1 037	-7,9%

(a) Hors PEL/CEL

Dans un environnement macroéconomique toujours dégradé au troisième trimestre en France, les **Réseaux France** présentent une activité commerciale satisfaisante.

Dans un contexte de concurrence toujours vive sur la collecte des dépôts, les encours de dépôts bilanciaux progressent de +5,6% par rapport au T3-11 à 143,1 milliards d'euros. Par segment de clientèle, la collecte de dépôts reste dynamique sur le marché des particuliers (+5,9%) et est en reprise sur le marché des entreprises (+2,1%). Par type de supports d'épargne, la croissance des dépôts reste tirée par la collecte de dépôts à terme et certificats de dépôt (+38,4%) : ceux-ci bénéficient du succès de l'offre « CAT Tréso + ». L'épargne réglementée est également en forte hausse, toujours portée d'une part par les encours de livret A (+29,2%) et d'autre part par le succès de l'offre « CSL + » (encours CSL en progression de +6,5%).

Cette croissance des encours de dépôts bilanciaux s'accompagne d'une collecte nette positive d'assurance-vie au T3-12. Ceci porte à +179 millions d'euros la collecte nette en 2012, dans un marché en décollecte de -5,1 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année.

Les Réseaux France restent pleinement engagés auprès de leurs clients et continuent de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets comme en témoigne la progression des encours de crédits de +3,2% par rapport au T3-11 à 176,6 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux entreprises s'élèvent à 79,9 milliards d'euros (+3,8%), les encours de crédits de fonctionnement progressant de +9,6% à 13,0 milliards d'euros et les crédits d'investissement de +2,4% à 64,5 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux particuliers progressent de +2,4% sur la période, tirés par les crédits immobiliers (+3,0%), dont la production se stabilise au troisième trimestre, après la baisse enregistrée au premier semestre.

Le ratio crédits/dépôts s'élève à 123% au T3-12 contre 125% au T2-12 et s'améliore ainsi de 2 points.

Les revenus des Réseaux France sont résilients avec un produit net bancaire de 2 010 millions d'euros, en léger retrait de -0,5% hors PEL/CEL par rapport au T3-11. La marge d'intérêts est stable par rapport au T3-11 (hors PEL/CEL), un effet volume favorable compensant la baisse des taux de remplacement des dépôts, la marge sur crédits restant quasiment stable.

La baisse des commissions ralentit au troisième trimestre, désormais limitée à -1,3% par rapport à T3-11. Les commissions de service progressent de +2,8% sur la même période, portées par le dynamisme des opérations avec la clientèle des entreprises (+6,0%) et compensent partiellement la baisse des commissions financières (-15,5%) liée à un faible volume d'opérations financières émanant de la clientèle de particuliers.

Malgré l'impact de la hausse des cotisations sociales applicables à l'épargne salariale et aux retraites complémentaires, les frais de gestion sont en recul de -1,2% par rapport au T3-11, traduisant l'effet des plans d'économies engagés, portant notamment sur la maîtrise des dépenses informatiques et sur la baisse du recours aux prestataires externes.

Bénéficiant d'un effet de ciseaux positif, le résultat brut d'exploitation des Réseaux France progresse légèrement de +0,7% (hors PEL/CEL) à 752 millions d'euros. Sur les 9 premiers mois de l'année, les Réseaux France dégagent un résultat brut d'exploitation de 2 211 millions d'euros en hausse de +0,5% (hors PEL/CEL) par rapport à la même période en 2011.

Le coût du risque des Réseaux France, à 46 points de base au T3-12, est pratiquement stable par rapport à celui du T2-12 (45 points de base).

Au total, dans un contexte de faiblesse de l'économie française, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 351 millions d'euros au T3-12, en retrait de -10,0% par rapport au T3-11. Sur les neuf premiers mois de l'année, les Réseaux France affichent un résultat net part du Groupe de 1 037 millions d'euros en retrait de -7,9% par rapport à la même période en 2011.

4. RÉSEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Produit net bancaire	1 229	1 250	+1,7%	3 678	3 715	+1,0%
<i>A données constantes*</i>			+1,6%			+1,3%
Frais de gestion	(731)	(732)	+0,1%	(2 223)	(2 248)	+1,1%
<i>A données constantes*</i>			-0,1%			+1,1%
Résultat brut d'exploitation	498	518	+4,0%	1 455	1 467	+0,8%
<i>A données constantes*</i>			+4,2%			+1,5%
Coût net du risque	(314)	(302)	-3,8%	(905)	(1 012)	+11,8%
Résultat d'exploitation	184	216	+17,4%	550	455	-17,3%
<i>A données constantes*</i>			+16,3%			-16,7%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	0	(250)	n/s
Résultat net part du Groupe	90	112	+24,4%	250	(74)	n/s

Malgré le ralentissement économique en Europe centrale et orientale, les résultats des **Réseaux Internationaux** sur l'année confirment la résilience de leur modèle.

Les performances commerciales sont solides avec une progression des encours dans les principales zones. Par rapport au T3-11, les encours de crédits s'inscrivent en hausse de +5,5%* à 67,6 milliards d'euros (hors Grèce), portés notamment par le dynamisme des prêts à la clientèle de particuliers (+10%*).

Sur la même période, les encours de dépôts (hors Grèce) progressent de +1,0%* à 66,9 milliards d'euros, en particulier en Europe Centrale et Orientale (+5,2%*).

Le ratio crédits sur dépôts reste équilibré, à 101% à fin septembre 2012.

Sur le trimestre, les revenus des Réseaux Internationaux s'élèvent à 1 250 millions d'euros en progression de +1,6%* par rapport au T3-11, soutenus par les performances en Russie, dans le Bassin méditerranéen et en Afrique Sub-saharienne.

Les frais de gestion sont stables (-0,1%*) par rapport au T3-11 et en baisse comparés au T2-12 (-3,4%*), grâce aux efforts d'optimisation des structures en Russie et en Roumanie. Par conséquent, le coefficient d'exploitation s'améliore par rapport au T3-11 de près d'un point à 58,6%.

Le coût du risque des Réseaux Internationaux s'élève à 160 points de base au T3-12 en retrait par rapport au T2-12 (211 points de base), qui avait supporté une dépréciation ponctuelle en Russie.

Au T3-12, le résultat net part du Groupe du pôle ressort à 112 millions d'euros (en progression de +22,2%* par rapport au T3-11).

Sur les neuf premiers mois de l'année, les Réseaux Internationaux enregistrent un produit net bancaire de 3 715 millions d'euros, en hausse de +1,3%* par rapport aux 9M-11. Sur la même période, les frais généraux sont contenus (+1,1%*) et le résultat net part du Groupe s'établit à 176 millions d'euros, retraité de la dépréciation de l'écart d'acquisition enregistrée au T2-12 sur la Russie.

En Russie, les réalisations du trimestre sont encourageantes et le plan de transformation de l'entité progresse.

Les encours de crédit restent bien orientés (+7,8%* par rapport à fin septembre 2011), en particulier en monnaie locale et sur le segment de la clientèle de particuliers et des PME.

La progression de l'activité se traduit par une hausse du produit net bancaire de 8,2%* par rapport au T3-11. Dans un même temps, le Groupe a poursuivi sa gestion proactive des coûts, qui conduit à un recul des frais généraux de -1,0%* par rapport au T3-11 malgré une forte inflation. Les effectifs ont été

réduits de plus de 10% sur les douze derniers mois (soit 2 512 postes en équivalent temps plein, dont près de 700 sur le trimestre). En parallèle, la rationalisation des surfaces occupées a permis de simplifier la structure du réseau tout en conservant un dispositif commercial de 678 agences à fin septembre 2012.

Par ailleurs, la charge nette du risque s'est réduite à -37 millions d'euros après une augmentation ponctuelle au T2-12 liée à la revue du portefeuille de crédits immobiliers aux entreprises. Au total, la Russie affiche un résultat net part du Groupe de 10 millions d'euros sur le T3-12.

En République tchèque, Komerční Banca maintient un bon niveau d'activité commerciale : les encours de crédits sont en hausse de +8,8%* par rapport à fin septembre 2011, les dépôts progressent de +3,1%* et le ratio crédit sur dépôt s'établit à 79% à fin septembre 2012. En dépit de ces effets volume positifs, les revenus reculent de -3,5%*, pénalisés par une nouvelle baisse du taux de remplacement qui pèse sur la marge d'intermédiation.

La contribution de Komerční Banca au résultat net part du Groupe reste toutefois solide, avec 63 millions d'euros au T3-12.

En Roumanie, malgré un environnement économique toujours dégradé, les encours de crédits renouent avec une croissance plus marquée (+4,3%* par rapport à fin septembre 2011) et progressent tant auprès de la clientèle des particuliers que des entreprises. Sur la même période, les encours de dépôts restent bien orientés (+5,4%*). Par rapport au T3-11, les revenus enregistrent une baisse de -3,3%*, toujours pénalisés par la détérioration de la marge d'intérêt, mais dans une moindre mesure que les précédents trimestres. Dans ce contexte, les mesures d'économies de coûts lancées depuis plusieurs trimestres se sont poursuivies, entraînant une contraction des frais généraux de -7,1%* sur un an. La charge nette du risque est toujours élevée, à -100 millions d'euros au T3-12.

Dans les autres pays d'Europe centrale et orientale hors Grèce, la forte collecte de dépôts se poursuit (+12,7%* par rapport à fin septembre 2011) consolidant l'amélioration du ratio crédits sur dépôts (-10 points à 128%). A noter que la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) a récompensé SGS pour son soutien aux entreprises économes en énergie en Serbie dans le cadre du financement de l'énergie durable dans l'ouest des Balkans.

Le Groupe a annoncé le 19 octobre 2012 la signature d'un accord pour la cession de sa filiale grecque Geniki à Piraeus Bank. Le résultat de cette opération, qui devrait se conclure fin 2012, a été enregistré au T3-12 en Hors Pôles, parmi les *Gains ou pertes nets sur autres actifs*. Les résultats de Geniki Bank continuent à être rapportés dans ceux des Réseaux Internationaux jusqu'à sa cession effective, tandis que ses actifs et passifs associés sont isolés sur des lignes spécifiques du bilan consolidé au 30 septembre 2012, conformément aux normes comptables en vigueur.

Dans le Bassin méditerranéen, le développement du fond de commerce reste dynamique avec 71 agences supplémentaires sur un an (dont +21 au Maroc), permettant de renforcer le dispositif de près de 10%. L'activité est restée porteuse, avec des encours de crédits en croissance de +4,1%* et des dépôts de la clientèle de particuliers en progression de +9,7%* par rapport à fin septembre 2011. Sur la même période, la croissance commerciale est soutenue en Egypte où les encours de crédits ont progressé de +5,1%* portés par la forte hausse des prêts à la clientèle privée (+20%*). Le produit net bancaire de la zone profite de cette dynamique et croît de +16,8%* par rapport au T3-11 (en hausse dans toutes les entités). Cette croissance s'accompagne d'une progression contrôlée des frais généraux (+3,1%*).

En Afrique Sub-saharienne, la croissance des encours de crédits reste soutenue à fin septembre 2012 (+10,3%*), tirée par la forte progression des crédits à la clientèle de particuliers (+22,6%*). Sur la même période, les encours de dépôts progressent de 4,2%* et le réseau se densifie avec l'ouverture de 27 nouvelles agences (+11%), dont 7 ce trimestre.

En ligne avec cette dynamique, le produit net bancaire progresse de +15,2%* par rapport au T3-11 alors que les frais généraux restent maîtrisés (+11,7%*) malgré les coûts de développement et l'inflation.

5. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Produit net bancaire	1 210	1 639	+35,5%	5 325	4 729	-11,2%
<i>A données constantes*</i>			+29,3%			-13,7%
Activités de Financement et Conseil	616	481	-21,9%	1 912	1 146	-40,1%
<i>A données constantes*</i>			-24,8%			-39,8%
Activités de Marché (1)	631	1 252	+98,4%	3 365	3 846	+14,3%
<i>A données constantes*</i>			+87,7%			+9,8%
Actifs gérés en extinction	(37)	(94)	n/s	48	(263)	n/s
Frais de gestion	(971)	(1 007)	+3,7%	(3 449)	(3 232)	-6,3%
<i>A données constantes*</i>			-1,9%			-7,7%
Résultat brut d'exploitation	239	632	x 2,6	1 876	1 497	-20,2%
<i>A données constantes*</i>			x 2,6			-24,3%
Coût net du risque	(188)	(197)	+4,8%	(469)	(434)	-7,5%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	(118)	(14)	-88,1%	(344)	(167)	-51,5%
Résultat d'exploitation	51	435	x 8,5	1 407	1 063	-24,4%
<i>A données constantes*</i>			x 8,5			-29,4%
Résultat net part du Groupe	77	322	x 4,2	1 117	804	-28,0%

(1) Dont "Actions" 575 M EUR au T3-12 (472 M EUR au T3-11) et "Taux, Change, Matières Premières" 678 M EUR au T3-12 (159 M EUR au T3-11)

Après un début de trimestre relativement calme, caractérisé par des marchés adverses au risque, les annonces de la BCE et de la Réserve Fédérale américaine au cours de l'été ont rassuré les investisseurs et entraîné une nette amélioration des conditions de marché et des volumes sur le crédit, les taux et les actions. Dans ce contexte, la **Banque de Financement et d'Investissement** affiche des revenus de 1 639 millions d'euros au T3-12 (dont -94 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction et -84 millions d'euros au titre de la décote nette sur les crédits cédés), en hausse significative de +35,5% par rapport au T3-11 marqué par la crise de liquidité de l'été 2011. Les revenus des activités pérennes de SG CIB hors décote nette sur les crédits cédés s'élèvent à 1 817 millions d'euros (+44,4% par rapport au T3-11). La Banque de Financement et d'Investissement poursuit son adaptation vers un modèle centré sur ses clients, avec un profil de risque maîtrisé et une consommation de ressources rares limitée. Le risque de marché, mesuré par la VaR nette, est d'ailleurs resté à un niveau bas ce trimestre.

A 1 252 millions d'euros, les **Activités de Marché** réalisent une performance commerciale solide. Les revenus s'inscrivent en forte hausse, doublant⁽²⁾ par rapport au T3-11 qui avait été affecté par un contexte de marché très mouvementé.

Les activités **Actions** affichent des revenus de 575 millions d'euros, en hausse de +21,8%⁽²⁾ par rapport au T3-11 et de +22,9%⁽²⁾ par rapport au T2-12. Malgré des volumes de marché qui restent faibles, le trimestre a été marqué par une bonne activité commerciale, notamment sur les produits structurés de distribution, et un regain d'intérêt des investisseurs pour les marchés actions en septembre. SG CIB continue de voir son expertise reconnue et a été nommé « Banque d'Investissement la plus Innovante en Produits Dérivés Actions » (*The Banker*, 2012). Par ailleurs, les actifs sous gestion de Lyxor sont en hausse sur le trimestre passant de 72,9 à 74,8 milliards d'euros.

⁽²⁾ A isopérimètre

Les activités **Taux, Changes et Matières premières** voient leurs revenus s'établir à 678 millions d'euros au T3-12 (fois quatre⁽²⁾ par rapport au T3-11 et +37,5%⁽²⁾ par rapport au T2-12) dans un environnement de marché plus favorable qu'au T3-11. Cette performance a été tirée par les activités de taux et de crédit qui ont bénéficié de la hausse des volumes d'émission et d'une activité commerciale solide.

A 481 millions d'euros, les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont en baisse par rapport au T3-11 (-22,5%⁽²⁾). Après retraitement de la décote nette sur les crédits cédés (-84 millions d'euros au T3-12 contre -11 millions d'euros au T3-11), les revenus baissent de -10,6%⁽²⁾. Les activités de financements structurés, notamment ressources naturelles et infrastructures, affichent une performance solide. Les activités de marchés de capitaux présentent quant à elles des résultats contrastés avec une très bonne performance des émissions obligataires malgré une saisonnalité défavorable, alors que les émissions d'actions ont souffert de volumes toujours faibles. Dans ce contexte, SG CIB maintient son 3^{ème} rang sur les « émissions obligataires *Corporate* en euros », consolide sa place de n°1 en « émissions d'actions et convertibles en France » et progresse en se classant n°8 en « émissions d'actions et convertibles en EMEA » (*Thomson Financial*). Enfin, la ligne-métier a joué au T3-12 un rôle de premier plan dans plusieurs opérations : SG CIB est notamment intervenu en tant que *joint-dealer manager* sur l'une des plus importantes transactions de gestion de bilan pour Royal Bank of Scotland. SG CIB est également intervenu en tant que conseiller financier et arrangeur de Sabine Pass Liquefaction (filiale de Cheniere Energy Partners) pour le financement de la construction de deux usines de liquéfaction de gaz aux États-Unis. Plus généralement, le déploiement du modèle « Originate to Distribute » se poursuit avec la distribution de financements d'actifs auprès de nouveaux investisseurs.

Au T3-12, la contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est de -94 millions d'euros. La politique de réduction de ce portefeuille s'est poursuivie avec une baisse des encours de -2,4 milliards d'euros en nominal au cours du trimestre. Les cessions se sont poursuivies en octobre avec -3 milliards d'euros supplémentaires, portant ainsi le montant total de la réduction à -5,4 milliards d'euros de juillet à octobre 2012 (-5,0 milliards d'euros de cessions et -0,4 milliard d'euros d'amortissements). Sur neuf mois, les revenus sont de -263 millions d'euros contre +48 millions d'euros sur les 9M-11.

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement du T3-12 s'établissent à -1 007 millions d'euros, en baisse de -1,9%* (+3,7% en données courantes) par rapport au T3-11. Hors rémunérations variables, les frais baissent de -13% par rapport au T3-11, confirmant l'effet des plans de restructuration et de réduction des coûts engagés fin 2011. Sur neuf mois, les frais de gestion reculent de -7,7%* à -3 232 millions d'euros (-3 449 millions d'euros sur les 9M-11).

La **charge nette du risque** trimestrielle des activités pérennes reste limitée, à -183 millions d'euros, contre -70 millions d'euros au T3-11, l'essentiel de la hausse étant lié à un complément de provision de -83 millions d'euros sur un ancien litige en Australie. La charge nette du risque des actifs gérés en extinction est de -14 millions d'euros au T3-12.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise une contribution au résultat net part du Groupe de 322 millions d'euros au T3-12. Retraitée de la décote nette sur les crédits cédés, la contribution des activités pérennes s'élève à 462 millions d'euros, en très nette amélioration par rapport au T3-11 (201 millions d'euros).

Sur neuf mois, la contribution globale au résultat net part du Groupe est de 804 millions d'euros. Retraité de la décote nette sur les crédits cédés, le résultat net part du Groupe des activités pérennes atteint 1 452 millions d'euros.

⁽²⁾ A isopérimètre

6. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

M EUR	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Produit net bancaire	850	869	+2,2%	2 594	2 595	0,0%
<i>A données constantes*</i>			+1,8%			+0,2%
Frais de gestion	(448)	(448)	0,0%	(1 376)	(1 356)	-1,5%
<i>A données constantes*</i>			0,0%			-1,2%
Résultat brut d'exploitation	402	421	+4,7%	1 218	1 239	+1,7%
<i>A données constantes*</i>			+3,7%			+1,7%
Coût net du risque	(189)	(178)	-5,8%	(616)	(512)	-16,9%
Résultat d'exploitation	213	243	+14,1%	602	727	+20,8%
<i>A données constantes*</i>			+11,0%			+19,8%
Résultat net part du Groupe	(53)	179	n/s	224	509	x 2,3

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation),
- (ii) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages).

Dans un environnement contraint, les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** affichent de solides résultats avec une contribution historique au résultat net part du Groupe de 179 millions d'euros, en progression de +21,8%⁽¹⁾ par rapport au T3-11.

Les métiers des Services Financiers Spécialisés ont continué à développer leur refinancement externe qui atteint 3,5 milliards d'euros à fin septembre, notamment grâce au succès des opérations de collecte de dépôt en Allemagne.

Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** poursuit la croissance maîtrisée de son parc automobile qui s'élève à près de 936 000 véhicules à fin septembre 2012 (+4,1%⁽²⁾ par rapport à fin septembre 2011).

Dans un contexte économique morose, la production des activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** est en repli de -11,5%* par rapport au T3-11 à 1,7 milliard d'euros (hors affacturage). Les marges à la production se maintiennent néanmoins à un niveau satisfaisant. A fin septembre 2012, les encours de crédits s'établissent à 18,0 milliards d'euros (hors affacturage), en baisse de -3,2%* par rapport à fin septembre 2011.

En **Crédit à la consommation**, la production est en léger retrait (-2,4%* par rapport au T3-11) à 2,4 milliards d'euros. L'activité de financement automobile poursuit sa bonne dynamique (+8,8%* sur la même période) tirée par le marché russe et les partenariats constructeurs. Les encours s'élèvent à 22,4 milliards d'euros à fin septembre 2012, quasi-stables sur un an (-0,5%*).

Le produit net bancaire des **Services Financiers Spécialisés** est stable par rapport au T3-11 à 701 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation s'améliore sur la période à 54,9% (-1,0 point), témoignant des efforts de maîtrise des coûts (-1,3%* par rapport au T3-11). Le coût du risque continue par ailleurs de baisser sur le trimestre à -178 millions d'euros (123 points de base), contre -189 millions d'euros au T3-11 (137 points de base). Le résultat d'exploitation ressort à 138 millions d'euros, en hausse de +9,6%* par rapport au T3-11.

⁽¹⁾ Hors dépréciation des écarts d'acquisition

⁽²⁾ A isopérimètre

Sur les neuf premiers mois, le produit net bancaire s'élève à 2 090 millions d'euros (-2,2%* par rapport aux 9M-11) et les frais de gestion à -1 165 millions d'euros (-3,0%* par rapport aux 9M-11). Avec un coût du risque en baisse de -15,9%* par rapport aux 9M-11, le résultat d'exploitation ressort en forte hausse de +27,3%* sur la période, à 413 millions d'euros.

La bonne performance de l'activité **Assurances** se poursuit. En assurance-vie, la collecte nette est positive sur le trimestre de 0,3 milliard d'euros et les provisions mathématiques atteignent à fin septembre 78,1 milliards d'euros (+2,4%* par rapport à fin septembre 2011). Les activités d'assurance-prévoyance et d'assurance-dommages confirment leur dynamisme : les primes progressent de +31,3%* par rapport au T3-11 en assurance-prévoyance, soutenues par le développement à l'international, et de +11,2%* par rapport au T3-11 en assurance-dommages.

Les revenus de l'activité Assurances s'élèvent à 168 millions d'euros ce trimestre, en progression de +11,3%* par rapport au T3-11 et à 505 millions d'euros sur les neuf mois, en hausse de +11,2%* par rapport aux 9M-11.

Le résultat net part du Groupe des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** s'établit à 179 millions d'euros au T3-12 contre 147 millions d'euros au T3-11 (hors dépréciation des écarts d'acquisition).

Sur les neuf premiers mois, le résultat net part du Groupe est de 509 millions d'euros (+20,0%⁽¹⁾ par rapport aux 9M-11).

7. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Produit net bancaire	542	521	-3,9%	1 669	1 607	-3,7%
<i>A données constantes*</i>			-6,5%			-6,3%
Frais de gestion	(486)	(463)	-4,7%	(1 469)	(1 419)	-3,4%
<i>A données constantes*</i>			-7,4%			-6,1%
Résultat d'exploitation	56	56	0,0%	176	179	+1,7%
<i>A données constantes*</i>			-1,8%			+0,6%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	0	(200)	n/s
Résultat net part du Groupe	60	63	+5,0%	216	15	-93,1%
<i>dont Banque Privée</i>	28	16	-42,9%	102	66	-35,3%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	16	39	x 2,4	81	(92)	n/s
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	16	8	-50,0%	33	41	+24,2%

Le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe quatre activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking) ;
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi et TCW, dont la cession est en cours) ;
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) ;
- (iv) **le Courtage** (Newedge).

Le pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** affiche au troisième trimestre 2012 des résultats en progression par rapport au T3-11 dans un contexte de marché peu favorable, notamment grâce à ses efforts de contrôle des coûts.

A 521 millions d'euros au troisième trimestre, les revenus du pôle sont en retrait de -6,5%* par rapport au T3-11 alors que les frais de gestion baissent de -7,4%* sur la même période. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 58 millions d'euros, en hausse de +1,8%* par rapport au T3-11. La contribution trimestrielle du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à 63 millions d'euros, contre 60 millions d'euros au T3-11.

Sur neuf mois, le produit net bancaire s'élève à 1 607 millions d'euros, en retrait de -6,3%* par rapport à l'année précédente, les frais de gestion sont en baisse de -6,1%* et le résultat net part du Groupe ressort à 15 millions d'euros. Retraité de la dépréciation des écarts d'acquisition sur TCW enregistrée au T2-12, le résultat net part du Groupe du pôle est de 215 millions d'euros sur les 9M-12, en ligne avec celui des 9M-11.

Banque Privée

La ligne métier enregistre une collecte positive trimestrielle de +0,3 milliard d'euros au T3-12. Les actifs gérés s'élèvent à 88 milliards d'euros à fin septembre 2012, en progression de +3,9% par rapport à fin décembre 2011. Cette hausse s'explique par un effet « marché » de +2,8 milliards d'euros, une collecte cumulée de +0,4 milliard d'euros, un effet « change » de +0,3 milliard d'euros et un effet « périmètre » de -0,3 milliard d'euros.

Les revenus de la Banque Privée s'élèvent à 181 millions d'euros au T3-12, soit un niveau comparable au T2-12. A -157 millions d'euros, les frais de gestion sont en baisse de -2,5%* sur un an. Le résultat brut d'exploitation trimestriel s'établit à 24 millions d'euros, contre 32 millions d'euros au T3-11. La contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'élève à 16 millions d'euros, contre 28 millions d'euros au T3-11.

Sur neuf mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 555 millions d'euros, en retrait de -9,9%*. Les frais de gestion sont en baisse de -4,0%* à -462 millions d'euros et le résultat net part du Groupe enregistré est de 66 millions d'euros contre 102 millions d'euro en cumul à fin septembre 2011.

Gestion d'Actifs

La cession de TCW à Carlyle Group et au management de TCW a été annoncée en août 2012. Les impacts de cette cession ont été enregistrés, selon la norme IFRS 5, dans les résultats en Hors Pôles au T3-12, en gains ou pertes nets sur autres actifs.

TCW enregistre ce trimestre une collecte de 2,1 milliards d'euros. A 104,7 milliards d'euros, les actifs sous gestion de TCW progressent de +13,7 milliards d'euros depuis le début de l'année, prenant en compte une collecte de +4,0 milliards d'euros, un effet « marché » de +7,9 milliards d'euros, un effet « change » de +0,3 milliard d'euros et un effet « périmètre » de +1,4 milliard d'euros.

A 91 millions d'euros, les revenus de la ligne métier progressent de 11,0%* par rapport au T3-11, bénéficiant d'un bon niveau de commissions de performance chez TCW. Le résultat brut d'exploitation ressort à +22 millions d'euros au T3-12 contre -5 millions d'euros au T3-11. Après prise en compte de la contribution d'Amundi de +26 millions d'euros, la contribution trimestrielle de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'établit à +39 millions d'euros contre +16 millions d'euros au T3-11.

Sur neuf mois, la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe ressort à -92 millions d'euros. Hors dépréciation des écarts d'acquisition, la contribution de la ligne métier s'établit à 108 millions d'euros sur les 9M-12.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les actifs administrés des activités **Services aux Investisseurs** progressent de +8,5% à 448 milliards d'euros et les actifs en conservation de +1% à 3 350 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2011. Dans un environnement de marché durablement difficile et manquant de volatilité, l'activité **Courtage** consolide sa part de marché au T3-12 à 12%.

A 249 millions d'euros, les revenus des activités de Services aux Investisseurs et Courtage sont en recul de -12,2%* par rapport au T3-11. Si les revenus de SGSS sont stables sur un an, ceux de Newedge sont pénalisés par la faiblesse des volumes par rapport à un T3-11 très actif. Les métiers poursuivent leurs actions d'efficacité opérationnelle, qui permettent aux frais généraux de baisser de -6,4%* par rapport au T3-11 à -237 millions d'euros. Le résultat d'exploitation atteint 12 millions d'euros contre 27 millions d'euros au T3-11. La contribution au résultat net part du Groupe atteint 8 millions d'euros contre 16 millions d'euros un an plus tôt.

Sur neuf mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 802 millions d'euros, (-3,9%*). Les frais de gestion sont en baisse de -3,3%* à -742 millions d'euros et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe atteint 41 millions d'euros contre 33 millions l'année précédente.

8. HORS POLES

Le résultat brut d'exploitation **Hors Pôles** s'établit à -965 millions d'euros au T3-12 (+529 millions d'euros au T3-11).

Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de -594 millions d'euros (+822 millions d'euros au titre du T3-11);
- la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits aux entreprises pour -11 millions au T3-12 (+43 millions d'euros au titre du T3-11) ;
- les taxes dites « systémiques » applicables aux banques en France et au Royaume-Uni pour -66 millions d'euros (contre -28 millions d'euros au T3-11)

Le résultat net part du Groupe du trimestre est de -942 millions d'euros, dont

- -235 millions d'euros de dépréciation d'écarts d'acquisition et gains ou pertes nets sur actifs destinés à être cédés (dont -92 millions d'euros sur TCW et -130 millions d'euros sur Geniki)
- -389 millions d'euros au titre de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre.

Sur les neuf mois, le résultat brut d'exploitation est de -922 millions d'euros, à rapprocher de +21 millions d'euros au 9M-11, cet écart étant principalement imputable au résultat comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, qui était positif en 2011. En conséquence le résultat net part du Groupe est de -1 041 millions d'euros au 9M-12, contre -648 millions d'euros au 9M-11, qui comprenait les dotations destinées à couvrir le risque souverain grec (-728 millions d'euros).

9. CONCLUSION

Au troisième trimestre 2012, Société Générale a maintenu sa forte dynamique de transformation. Avec un résultat net part du Groupe sous-jacent de 856 millions d'euros au troisième trimestre, les métiers du Groupe confirment leur résilience et leur capacité à générer durablement du capital. Les efforts de réduction des frais de gestion donnent des résultats tangibles et le Groupe a annoncé d'importantes cessions d'actifs. Le coût du risque reste maîtrisé, malgré les tensions économiques sensibles en Europe, témoignant de l'attention portée à la qualité du portefeuille de clients.

Dans ce contexte, le Groupe reste mobilisé au service de ses clients et du financement de l'économie. Les activités de banque de détail continuent à investir tout en maintenant une gestion stricte de leurs coûts. La Banque de Financement et d'Investissement a adapté son modèle avec succès et maintient une bonne performance commerciale et financière.

Les défis qui attendent le Groupe en 2013 seront complexes et exigeants. Mais la transformation du Groupe et son exposition limitée aux scénarii de risque extrême dans la zone euro le mettent en position de force pour y faire face et atteindre son objectif de ratio de capital Core Tier 1 en Bâle 3 compris entre 9 et 9,5% en fin d'année.

Calendrier de communication financière 2012/2013

13 février 2013	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2012
7 mai 2013	Publication des résultats du premier trimestre 2013
22 mai 2013	Assemblée Générale
1 ^{er} août 2013	Publication des résultats du deuxième trimestre 2013
7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux projetés dans le présent communiqué de presse.

Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer les facteurs d'incertitude et de risque susceptibles d'affecter l'activité du Groupe.

Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1 : DONNEES CHIFFRÉES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)

	3e trimestre				9 mois			
	T3-11	T3-12	Var T3/T3		9M-11	9M-12	Var 9M/9M	
Produit net bancaire	6 504	5 397	-17,0%	-18,3%*	19 626	17 980	-8,4%	-9,3%*
Frais de gestion	(4 018)	(3 981)	-0,9%	-2,8%*	(12 635)	(12 300)	-2,7%	-3,4%*
Résultat brut d'exploitation	2 486	1 416	-43,0%	-43,6%*	6 991	5 680	-18,8%	-19,9%*
Coût net du risque	(1 192)	(897)	-24,7%	-24,4%*	(3 255)	(2 621)	-19,5%	-19,2%*
Résultat d'exploitation	1 294	519	-59,9%	-60,9%*	3 736	3 059	-18,1%	-20,6%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	20	(484)	n/s		84	(491)	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	32	43	+34,4%		110	104	-5,5%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(200)	0	+100,0%		(200)	(450)	n/s	
Charge fiscale	(455)	121	n/s		(1 142)	(618)	-45,9%	
Résultat net	691	199	-71,2%		2 588	1 604	-38,0%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	69	114	+65,2%		303	354	+16,8%	
Résultat net part du Groupe	622	85	-86,3%	-87,6%*	2 285	1 250	-45,3%	-45,6%*
ROTE Groupe (après impôt)					8,9%	4,0%		
Ratio Tier 1 fin de période	11,6%	10,3%**			11,6%	10,3%**		

* A périmètre et taux de change constants

** Intégrant les exigences de la CRD3

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)

	3e trimestre			9 mois		
	T3-11	T3-12	Var T3/T3	9M-11	9M-12	Var 9M/9M
Réseaux France	390	351	-10,0%	1 126	1 037	-7,9%
Réseaux Internationaux	90	112	+24,4%	250	(74)	n/s
Banque de Financement et d'Investissement	77	322	x 4,2	1 117	804	-28,0%
Services Financiers Spécialisés et Assurances	(53)	179	n/s	224	509	x 2,3
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	60	63	+5,0%	216	15	-93,1%
dont Banque Privée	28	16	-42,9%	102	66	-35,3%
dont Gestion d'Actifs	16	39	x 2,4	81	(92)	n/s
dont Services aux investisseurs et Courtage	16	8	-50,0%	33	41	+24,2%
TOTAL METIERS	564	1 027	+82,1%	2 933	2 291	-21,9%
Hors Pôles	58	(942)	n/s	(648)	(1 041)	-60,6%
GROUPE	622	85	-86,3%	2 285	1 250	-45,3%

BILAN CONSOLIDE

Actif - en Md EUR	30.09.2012	31.12.2011	Variation en %
Caisse, Banques centrales	81.2	44.0	+85%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	477.8	422.5	+13%
Instruments dérivés de couverture	15.4	12.6	+22%
Actifs financiers disponibles à la vente	127.8	124.7	+2%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	91.4	86.5	+6%
Prêts et créances sur la clientèle	360.4	367.5	-2%
Opérations de location-financement et assimilées	29.3	29.3	-0%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4.3	3.4	+27%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1.2	1.5	-16%
Actifs d'impôts et autres actifs	64.2	61.0	+5%
Actifs non courants destinés à être cédés	3.2	0.4	x 7,4
Participation aux bénéfices différée	0.0	2.2	-100%
Valeurs immobilisées	25.3	25.8	-2%
Total	1 281.5	1 181.4	+8%

Passif - en Md EUR	30.09.2012	31.12.2011	Variation en %
Banques centrales	2.8	1.0	x 2,9
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	427.1	395.2	+8%
Instruments dérivés de couverture	14.4	12.9	+11%
Dettes envers les établissements de crédit	131.9	111.3	+19%
Dettes envers la clientèle	346.1	340.2	+2%
Dettes représentées par un titre	135.9	108.6	+25%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6.0	4.1	+45%
Passifs d'impôts et autres passifs	63.8	60.7	+5%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	2.8	0.3	n/s
Provisions techniques des entreprises d'assurance	87.9	83.0	+6%
Provisions	2.3	2.5	-7%
Dettes subordonnées	7.1	10.5	-32%
Capitaux propres part du Groupe	49.1	47.1	+4%
Participations ne donnant pas le contrôle	4.3	4.0	+7%
Total	1 281.5	1 181.4	+8%

ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés trimestriels du Groupe au 30 septembre 2012 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 7 novembre 2012

Les éléments financiers présentés au titre de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». La Direction de Société Générale prévoit de publier des comptes consolidés complets au titre de l'exercice 2012.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (211 millions d'euros à fin septembre 2012) et de la plus-value nette d'impôts et des intérêts courus non échus relative aux rachats de TSS pour 2 millions d'euros à fin septembre 2012.

L'allocation de capital aux différents métiers s'effectue à partir du 1^{er} janvier 2012 sur la base de 9% des encours pondérés de début de période, contre 7% auparavant. Les données trimestrielles publiées du capital alloué ont été ajustées en conséquence. Simultanément, le taux de rémunération des fonds propres normatifs a été ajusté pour un effet combiné neutre sur les revenus historiques des métiers.

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (200 millions d'euros à fin septembre 2012),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (11 millions d'euros à fin septembre 2012).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (5,3 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,5 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. L'**actif net tangible** est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif et des écarts d'acquisition en mise en équivalence. Pour la détermination de l'Actif Net par Action ou de l'Actif Net Tangible par Action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 septembre 2012, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier 1** du Groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote-part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base.

A partir du 31 décembre 2011, les fonds propres Core Tier 1 se définissent comme les fonds propres Tier 1 Bâle 2 moins le capital hybride éligible Tier 1 et après application des déductions sur le Tier 1 prévues par le Règlement.

6- Le **ROTE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres tangibles, c'est-à-dire en excluant des capitaux propres comptables moyens cumulés part du Groupe les écarts d'acquisition nets

moyens à l'actif et les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence. Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, intérêts nets d'impôt sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS et à la prime de remboursement du TSS Etatique), intérêts nets d'impôt sur les TSDI reclassés en capitaux propres sur la période en cours (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI) et de la plus-value nette d'impôts et des intérêts courus non échus relative aux rachats de TSS pour 2 millions d'euros à fin septembre 2012.

Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de l'exercice (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

5 - Chapitre 12 : Responsable de l'actualisation du Document de référence

5.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

5.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2012 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2012, de ses actualisations A-01, A-02 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2012 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 363 à 364 et 426 à 427 du document de référence 2012, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2009 et 2010, respectivement en pages 331 à 332 et 404 à 405 du document de référence 2010 et en pages 343 à 344 et 416 à 417 du document de référence 2011. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux 2010 et aux comptes sociaux et consolidés 2009 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 8 novembre 2012

M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

5.3 Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nom : Société Deloitte et Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1ere nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Commissaires aux comptes suppléants

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 7-9 Villa Houssay
92200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

6 - Chapitre 13 : Table de concordance

6.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Document de référence 2012	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	444	81	134	37
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	445	82	135	38
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES				
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	20-21			
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		9-12	
4. FACTEURS DE RISQUE	180-183 ; 196-239	38-43 ; Annexe 1	40-48	8-12
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR				
5.1. Histoire et évolution de la Société	2 ; 33			
5.2. Investissements	67		31	
6. APERÇU DES ACTIVITES				
6.1. Principales activités	6-17 ; 63-66	3	4 ; 7-36	3-6
6.2. Principaux marchés	359-362			
6.3. Événements exceptionnels	NA			
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	235-237			
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME				
7.1. Description sommaire du Groupe	3 ; 38-39		8	
7.2. Liste des filiales importantes	43-59; 353-362 ; 412-425		8 ; 60	
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS				
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	74		36	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	155-177			
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT				
9.1. Situation financière	60-62 ; 70-73		28-29 ; 32-35	
9.2. Résultat d'exploitation	40-59		9-27	
10. TRESORERIE ET CAPITAUX				
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	246-252		5-6 ; 54-55	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	253		56	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	60-62		28-29 ; 35	10-12
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	34			
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	62			
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA			
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	68			
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	NA			
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE				
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	76-92	5	38-39	7
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	90			

Rubriques	Document de référence 2012	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
15. REMUNERATION ET AVANTAGES				
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	116-130	6-37		
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	352	8		
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION				
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	76-89			
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA			
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	96-99			
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	93			
17. SALARIES				
17.1. Nombre de salariés	138			
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	76-79 ; 116-131		81	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	146-147		5	
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	29		6	
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	29 ; 34		6	
18.3. Contrôle de l'émetteur	29			
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA			
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	424 ; 135-136	352 ; 412-		
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR				
20.1. Informations financières historiques	246-362 ; 365-425 ; 449			
20.2. Informations financières pro forma	NA			
20.3. Etats financiers	246-362 ; 365-425			
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	363-364 ; 426-427			
20.5. Date des dernières informations financières	246 ; 365		49	
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	44-71	49-87 ; 90-114	13-36
20.7. Politique de distribution des dividendes	22-23			
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	235-237			
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA			
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES				
21.1. Capital social	26-35	4	5	
21.2. Acte constitutif et statuts	430-435	72-80	115-133	
22. CONTRATS IMPORTANTS	NA			
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	NA			
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	35			
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	38-39 ; 353-359 ; 412-424			

Annexe 1 : Résultats définitifs du test de l'ABE sur les besoins en fonds
propres de Société Générale

Paris, le 3 octobre 2012

**Résultats définitifs du test de l'ABE sur les besoins en fonds propres des
banques européennes :**

Les banques françaises respectent l'objectif de 9 % au 30 juin 2012

L'Autorité bancaire européenne a conduit un exercice visant à mettre en évidence les éventuels besoins en fonds propres des banques européennes afin de répondre aux inquiétudes sur leurs expositions aux dettes souveraines. Les modalités de cet exercice ont été approuvées par le Conseil européen du 28 octobre 2011.

71 établissements, pris parmi ceux ayant déjà participé aux stress tests de juillet 2011, ont été soumis à l'exercice. L'objectif était de créer un coussin de sécurité pour démontrer la capacité des banques à supporter différents chocs tout en maintenant un niveau adéquat de fonds propres.

Les banques devaient respecter un objectif de ratio « Core Tier One » de 9% d'ici à fin juin 2012, incluant un impact reflétant les valeurs de marché des dettes souveraines européennes au 30 septembre 2011. La méthodologie suivie peut être consultée sur le site internet de l'ABE (www.eba.europa.eu).

Les résultats définitifs publiés ce jour par l'ABE confirment que les banques françaises respectent largement l'objectif de 9 % au 30 juin 2012.

Pour les 4 banques françaises soumises à l'exercice –BNP PARIBAS, Groupe BPCE, Groupe CREDIT AGRICOLE et SOCIETE GENERALE, lesquelles représentent plus de 80% du secteur bancaire français – le besoin total en fonds propres s'élevait à 7,3 milliards d'euros au 30 septembre 2011. Au 30 juin 2012, les 4 banques affichent un excédent de 23,3 milliards d'euros par rapport à l'objectif de 9 % de « Core Tier One ».

Afin de préparer au mieux la transition des banques européennes vers le nouveau régime réglementaire CRD IV, transposant le dispositif dit « Bâle 3 » en Europe, l'EBA émettra, après l'approbation définitive de la CRD IV, une nouvelle recommandation visant à assurer que les banques maintiennent à tout moment un montant absolu de fonds propres correspondant à l'objectif de 9% de « Core Tier One » au 30 juin 2012.

La situation détaillée banque par banque est présentée en annexe.

A propos de l'ACP

Issue principalement de la fusion de la Commission bancaire et de l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles, l'Autorité de contrôle prudentiel, autorité administrative indépendante adossée à la Banque de France, est chargée de l'agrément et de la surveillance des établissements bancaires et d'assurance dans l'intérêt de leurs clientèles et de la préservation de la stabilité du système financier.

Service de communication Banque de France – 01 42 92 39 00 ou 01 42 92 44 30
Contact communication de l'ACP – 01 49 95 42 59

Annexe

Besoin/excédent de fonds propres issu de l'exercice coordonné par l'ABE

	Situation au 30 septembre 2011			Situation au 30 juin 2012	
	Ratio Core Tier 1 (1)	Besoin de fonds propres par rapport à l'objectif de 9% (en milliards d'euros) (2)	dont coussin de sécurité sur expositions souveraines (en milliards d'euros)	Ratio Core Tier 1 (2)	Excédent de fonds propres par rapport à l'objectif de 9 % (en milliards d'euros) (2)
BNP PARIBAS	8,8 %	1,5	2,5	10,9%	8,8
GROUPE BPCE	8,1 %	3,7	1,0	10,0%	3,1
GROUPE CREDIT AGRICOLE	9,2 %	-	-	10,7%	8,4
SOCIETE GENERALE	8,4 %	2,1	-	9,9%	3,0

(1) Après application de la CRD3 et du coussin de sécurité sur expositions souveraines estimé conformément à la note méthodologique publiée par l'EBA (www.eba.europa.eu), par référence aux valeurs de marché au 30 septembre 2011.

(2) Après application du coussin de sécurité sur expositions souveraines